

mettre les Canadiens en garde contre le danger inhérent à la ligne de conduite qu'on envisage d'adopter.

Avant de passer à une ou deux questions d'ordre économique, je traiterai brièvement de la situation internationale et du Commonwealth. Il a été question aujourd'hui de la tenue possible d'une conférence des premiers ministres du Commonwealth. Le premier ministre a donné à cette question une réponse franche et complète. Il n'y a pas eu de conférence depuis septembre 1962. A mon avis, il y aurait lieu de tenir une conférence des premiers ministres pour prendre des mesures à l'heure actuelle, car le Commonwealth a de graves problèmes à régler.

D'aucuns soutiennent que le Commonwealth ne saurait se maintenir selon la formule que nous avons connue dans le passé. Le premier ministre a déclaré que dix-sept pays en font maintenant partie. Il y a quelques années, il n'y en avait que cinq, six, sept ou huit. Les nouveaux membres étaient parfois aux prises avec des difficultés sérieuses dues à des caractéristiques régionales. Je songe à Zanzibar, au Tanganyika, au Kenya et à la Rhodésie.

Je le répète, certains soutiennent que les intérêts nationaux, les préjugés raciaux, les loyautés régionales et les circonstances économiques entraîneront la dissolution du Commonwealth, mais je n'en crois rien. A mon avis, cette institution peut faire beaucoup pour rapprocher les hommes de race ou de couleur différente et pour unir les peuples du monde qui ne peuvent pas et qui ne veulent pas se faire la guerre. Déjà, nous jouissons d'institutions identiques comme le régime parlementaire. Il n'en est plus ainsi. A propos du système parlementaire, il suffit de songer au Ghana. Il suffit de songer à certains pays où existent de telles différences que les traits communs qui nous ont réunis dans le passé ont disparu.

Il est excellent que la famille du Commonwealth compte autant de membres que possible, mais en aucun cas on ne devrait y trouver des pays communistes. Voilà l'attitude que j'ai prise alors que j'étais premier ministre. Je crois avoir eu raison.

Il faut prendre des mesures afin d'accroître notre commerce. C'est un fait que les échanges commerciaux entre le Canada et le Royaume-Uni en 1963 ne se sont pas orientés dans un sens favorable à l'un ou à l'autre pays. En 1962, les achats du Canada au Royaume-Uni représentaient \$563,100,000. En 1963, ce chiffre est tombé à 527 millions et demi de dollars. Par contre, nous avons exporté vers le Royaume-Uni des marchandises valant 1,015 millions de dollars en 1963, un gain d'environ 100 millions par rapport à 1962.

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

Je comprends l'attitude du Royaume-Uni à ce sujet. Il nous demande d'équilibrer nos échanges autant que possible, et j'estime que les Canadiens dans l'ensemble devraient trouver la chose désirable. Le parti conservateur a contribué énormément à la préservation du Commonwealth en 1932, car c'est en grande partie grâce à l'initiative du premier ministre conservateur de l'époque, le très honorable R. B. Bennett, que les accords d'Ottawa ont été conclus. Je sais que le premier ministre partage mon opinion à cet égard, car il était au nombre de ceux qui croyaient alors fermement aux idées de M. Bennett. Je n'en dirai pas plus long à ce sujet, à moins qu'on ne me presse de le faire.

En 1958, en conséquence des observations que j'avais moi-même faites en 1957, à titre de premier ministre, fut convoquée à Montréal une conférence économique et commerciale du Commonwealth. C'est aussi par l'intervention et grâce à l'initiative du gouvernement d'alors que l'idée de l'échange d'étudiants fut proposée à la conférence, et acceptée. Je crois que, les conditions du commerce étant ce qu'elles sont aujourd'hui, avec toutes les incertitudes qui sont manifestes, qu'une conférence internationale devrait avoir lieu. Sans faire aucunement d'arrangements exclusifs, le Canada devrait prendre l'initiative pour convoquer ici, dans la ville d'Ottawa, une autre conférence économique et commerciale qui nous permettrait de contribuer à accroître les échanges commerciaux non seulement entre le Canada et le Royaume-Uni mais aussi au sein de l'ensemble du Commonwealth. Le ministre du Commerce (M. Sharp) sourit d'un air narquois.

L'hon. M. Sharp: Pas du tout.

Le très hon. M. Diefenbaker: Il n'y a pas à s'y tromper.

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, j'espère que vous laisserez entendre au très honorable représentant qu'il ne doit pas faire des personnalités de ce genre. La chose ne sied pas au chef de l'opposition.

Le très hon. M. Diefenbaker: Quand l'honorable représentant commencera à donner des leçons sur l'inconvenance de la conduite, je commencerai à apprendre. Qu'on me permette de dire ceci. Son attitude a toujours été la même à l'égard du commerce au sein du Commonwealth.

Je passe maintenant à l'article suivant. A l'heure actuelle, nous devrions faire quelque chose au sein du Commonwealth pour amener l'établissement d'une caisse de prêts et de développement pour le Commonwealth, afin que les pays du Commonwealth soient capables de s'entraider et, en particulier, d'assister